



Assemblée générale  
Cinquante-deuxième session

Documents officiels

Distr. générale  
4 novembre 1997

Original: français

---

Deuxième Commission

Compte rendu analytique de la 25<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 31 octobre 1997, à 10 heures

Président: M. De Rojas ..... (Venezuela)

Sommaire

Exposé de M. Leonard, professeur à la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard sur l'élaboration de politiques stratégiques

Point 96 de l'ordre du jour : Questions de politique sectorielle (suite)

c) Alimentation et développement agricole durable

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressée, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 h 20.

Exposé de M. Leonard, professeur à la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard sur l'élaboration de politiques stratégiques

1. M. Leonard (professeur à la Kennedy School of Government de l'Université Harvard) fait un exposé sur l'élaboration des politiques stratégiques dans les pays démocratiques dans lequel il définit les notions, à son avis interdépendantes, de politique stratégique, de conduite des affaires publiques et de démocratie.

2. M. Chung (République populaire démocratique de Corée), Mme Linde (États-Unis d'Amérique), M. Ba (Sénégal), M. Alom (Bangladesh) et Mme Cummings (Trinité-et-Tobago) ont posé des questions auxquelles M. Leonard a répondu.

La séance est suspendue à 11 h 25; elle est reprise à 11 h 30.

Point 96 de l'ordre du jour : Questions de politique sectorielle (suite) (A/52/139, A/52/284, A/52/347, A/52/447-S/1997/775, A/52/460)

c) Alimentation et développement agricole durable (A/52/132-E/1997/57, A/52/413, E/1997/73)

3. M. Weibgen (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) rappelle qu'en adoptant à l'unanimité la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, les 186 États membres qui ont participé au Sommet mondial de l'alimentation ont réaffirmé que chacun avait le droit à une alimentation saine et nutritive, qu'il était intolérable que plus de 800 millions de personnes dans le monde entier continuent de souffrir de la faim et qu'ils étaient résolus à réduire de moitié le nombre des sous-alimentés d'ici à 2015, objectif que certains ont jugé trop modeste. Il s'agit là d'un objectif minimal et réaliste qu'il faudrait atteindre immédiatement. C'est pourquoi il importe que l'on progresse beaucoup plus rapidement dans la lutte contre la malnutrition.

4. Le représentant de la FAO souligne que la plupart des efforts doivent être déployés au niveau national, les gouvernements devant créer un environnement politique et économique qui garantisse la sécurité alimentaire de leur population. En raison du caractère multidimensionnel des problèmes à régler, nombre d'institutions et d'organismes publics devront collaborer pour faciliter la tâche des gouvernements. À cet égard, la FAO a entrepris d'aider les pays en développement et en transition à élaborer des stratégies de développement agricole jusqu'en 2010. Elle mène aussi une action sur le terrain dans le cadre du Programme spécial pour la sécurité

alimentaire qui vise à accroître la production vivrière et à renforcer la stabilité dans 86 pays en déficit vivrier et à faible revenu, où vivent la plupart des 840 millions de personnes qui souffrent de malnutrition. La FAO a conclu avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, des accords en vertu desquels des ressources considérables pourraient être versées au Programme spécial, à la demande des gouvernements. La FAO a également accompli des progrès dans la mise en place d'un système d'informations et de cartes sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires.

5. Les gouvernements ne pourront obtenir les résultats escomptés sans la participation active de l'ensemble de la société civile. La célébration annuelle de la Journée mondiale de l'alimentation a donné lieu à toutes sortes d'initiatives entre les secteurs public et privé, les médias et des particuliers. Ainsi, plus de 60 pays et des centaines de chaînes de télévision ont participé à la première manifestation télévisée mondiale, TeleFood, afin de faire prendre conscience des problèmes à l'origine de l'insécurité alimentaire et de mobiliser l'opinion publique contre la faim et la malnutrition.

6. Par ailleurs, le Comité administratif de coordination, chargé d'assurer le suivi interinstitutions du Sommet mondial de l'alimentation, a accepté la proposition de la FAO de créer un réseau pour le développement rural et la sécurité alimentaire regroupant des organismes des Nations Unies et d'autres organisations. En outre, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a demandé à tous les gouvernements de lui présenter, au plus tard le 30 janvier 1998, un premier rapport sur l'application du Plan d'action du Sommet en 1997. Le représentant de la FAO engage tous les pays à répondre à la demande du CSA qui élaborera aussi des rapports sur le suivi et la coordination interinstitutions.

7. Enfin, l'intervenant dit qu'il reste beaucoup à faire pour honorer les engagements pris lors du Sommet, mais que l'on a mis en place les dispositifs nécessaires pour permettre à la communauté internationale d'aider les pays à faire en sorte que chacun puisse manger à sa faim.

8. M. Kamando (République-Unie de Tanzanie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le succès du Sommet mondial de l'alimentation est la preuve que tous les pays sont déterminés à lutter contre la faim et la pauvreté et à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015. À cette fin, il engage la communauté internationale à redoubler d'efforts pour réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation. La mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet dépendra en grande partie des ressources et des techniques mises à la disposition des populations rurales, en particulier des femmes. Pour les femmes des zones

rurales en développement, la lutte contre la faim et la malnutrition est en fait une bataille pour la vie. L'élimination de la pauvreté et de la faim sera largement fonction de la capacité des pays, en particulier des pays en développement, d'utiliser les techniques qui conviennent. À cet égard, il convient de se féliciter des efforts déployés par la FAO sur le terrain pour prévenir, à l'aide des techniques appropriées, les pertes de céréales après les récoltes, un des principaux facteurs d'insécurité alimentaire dans nombre de pays en développement. M. Kamando exhorte les pays industrialisés à appuyer l'action de la FAO et du PAM.

9. Garantir la sécurité alimentaire ne signifie pas seulement accroître la production vivrière : il faut aussi permettre à chacun d'avoir accès à des vivres en quantités suffisantes. La faim constitue un énorme obstacle au développement économique et social d'un grand nombre de pays en développement. Si elle entend offrir à ces derniers les moyens de se développer, la communauté internationale doit régler sans plus tarder le problème de la faim qui a des conséquences irréversibles. Des femmes sous-alimentées donnent naissance à des bébés dont le départ dans la vie est déjà compromis. Les femmes sont un élément essentiel de la lutte contre la pauvreté car elles jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire du foyer; leur offrir des ressources, c'est offrir des ressources pour la sécurité alimentaire.

10. M. Meyer (Luxembourg), prenant la parole au nom de l'Union européenne ainsi que de la Bulgarie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et Chypre, dit que le Sommet mondial de l'alimentation a permis d'adopter une approche nouvelle à l'égard des questions relatives à la sécurité alimentaire. Le caractère multidimensionnel du suivi du Sommet mondial suppose que les actions soient menées aux niveaux national, intergouvernemental et interinstitutions. L'Union européenne estime qu'il revient au premier chef aux gouvernements d'assurer le suivi du Sommet mondial, de promouvoir la sécurité alimentaire et d'appliquer des politiques de développement qui soient de nature à assurer une répartition plus équitable des ressources. Seul un environnement politique, social et économique pacifique, stable et porteur permettra aux États d'adopter des politiques efficaces en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté.

11. Le rôle des femmes dans l'approvisionnement alimentaire ne saurait être sous-estimé. Leur participation à la prise de décisions et leur accès, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la terre, au crédit et à l'héritage sont donc essentiels pour garantir la sécurité alimentaire. À cet égard, l'Union européenne s'oppose fermement à toute forme de

discrimination à l'égard des filles dans l'attribution des ressources alimentaires.

12. Au niveau international, M. Meyer souscrit à l'appel lancé aux gouvernements dans la Déclaration de Rome pour qu'ils s'engagent dans une coopération active, entre eux et avec les organismes des Nations Unies, les institutions financières, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'avec les secteurs public et privé en vue de définir des programmes qui assureront à tous la sécurité alimentaire. L'Union européenne tiendra compte des conséquences de la révision de sa politique agricole pour les pays en développement et accordera une plus grande attention à leur situation sur le marché international des denrées alimentaires et à la question de la sécurité alimentaire.

13. L'Union européenne estime qu'il importe que le suivi du Sommet mondial de l'alimentation soit reflété dans les activités de tous les organismes intéressés des Nations Unies. Si la FAO joue un rôle particulièrement important à cet égard, la sécurité alimentaire n'en demeure pas moins un problème intersectoriel qui intéresse l'ensemble des organismes des Nations Unies et qui nécessite une approche cohérente.

14. L'Union européenne a célébré la Journée mondiale de l'alimentation dont le thème était en 1997 «L'investissement dans la sécurité alimentaire». Toutefois, de tels investissements ne pourront se limiter au simple transfert de capitaux ou de technologie, mais devront également viser à améliorer la santé et l'éducation primaire, en particulier pour les filles, à faire participer les pauvres à la planification des programmes de développement et à assurer une meilleure répartition des ressources.

15. M. Nebenzia (Fédération de Russie) approuve les premières mesures qui ont été prises pour renforcer la coordination interinstitutions au niveau du système des Nations Unies en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et se félicite des conclusions auxquelles est parvenu le Secrétaire général au paragraphe 42 de sa note sur les résultats du Sommet mondial de l'alimentation (A/52/132). Toutefois, il n'est pas persuadé que des progrès réels aient été accomplis depuis le Sommet et il aurait souhaité être saisi d'un document dressant la liste des mesures concrètes à prendre pour donner suite aux décisions du Sommet. On ne peut donc que se borner à échanger des banalités sur l'importance du Sommet et à gloser sur le contenu de la note susmentionnée.

16. À ce propos, la Fédération de Russie se demande quelle suite a été donnée aux arrangements proposés pour le suivi interinstitutions du Sommet et si des rapports ont été présentés au CAC par le biais du CCQPO ou du CIDD. Elle se demande aussi si des consultations ont eu lieu sous l'égide

de la FAO et du FIDA concernant la mise en place du mécanisme de suivi et l'élaboration d'un programme de travail initial avec les autres partenaires des Nations Unies, comme l'avait recommandé le CAC. Elle souhaiterait obtenir du Secrétariat des renseignements sur les activités menées par les groupes thématiques, dans le cadre du système des coordonnateurs résidents et avec la participation des gouvernements et d'autres partenaires, y compris des ONG, en vue d'aider les pays. Enfin, elle souhaiterait savoir si le système de communication électronique, y compris l'affichage en ligne des rapports d'activité périodiques, fonctionne bien.

17. La Fédération de Russie espère que le rapport que le CAC présentera à la session de fond de 1998 du Conseil économique et social offrira des éléments de réflexion qui contribueront au débat sur le suivi du Sommet mondial pour l'alimentation.

18. M<sup>gr</sup> Martino (Observateur du Saint-Siège) dit que l'alimentation et le développement agricole durable constituent un élément essentiel de la solution au problème de la faim dans le monde, l'un des problèmes les plus concrets et les plus quotidiens des populations pauvres et marginalisées. Les études confirment qu'il y a assez de nourriture dans le monde pour répondre aux besoins de tous, et qu'il ne s'agit donc pas d'un problème de quantité. Les causes réelles de la faim sont diverses et relèvent notamment de mesures économiques et politiques. Comme l'a noté la Banque mondiale, la sécurité alimentaire est étroitement liée à la pauvreté : en effet, les vivres sont disponibles mais restent hors de la portée des pauvres. Les distorsions des politiques agricoles ont créé d'énormes disparités dans les prix des matières premières et des produits alimentaires. Par ailleurs, lourdement endettés, les pays en développement n'ont plus accès au crédit et, partant, à la technologie qui leur permettrait d'améliorer leur production alimentaire.

19. Du point de vue politique, la faim est devenue un moyen d'oppression au XX<sup>e</sup> siècle et la guerre a été la cause des seuls cas de famine généralisée enregistrée ces dernières années, lorsque par exemple, des factions bloquent l'aide humanitaire, notamment alimentaire, destinée aux populations civiles. La faim peut aussi être imputable au fait que des sommes considérables sont consacrées à l'armement. Enfin, après les conflits, la production agricole ne peut reprendre normalement en raison de la présence de mines. Il convient également d'appeler l'attention sur les effets des embargos appliqués pour des motifs politiques : dirigés en principe contre des régimes qui menaceraient la sécurité internationale, ils frappent le plus durement les populations les plus pauvres, en particulier les femmes et les enfants.

20. Malgré les effets des catastrophes naturelles et des intempéries sur la production agricole, la faim et l'absence d'un développement agricole durable ne sont donc pas uniquement le fait du hasard, mais le résultat de choix et de décisions erronés. La contribution du développement agricole durable pour résoudre le problème de la faim est désormais incontestable. Les investissements dans les domaines de l'éducation, de la santé de base et d'autres services peuvent donner les moyens de produire davantage; il convient également d'améliorer l'accès aux marchés agricoles locaux et au crédit, de développer la formation professionnelle et de faciliter le transport et la commercialisation des récoltes et du bétail. Il ne s'agit pas seulement d'accroître les rendements agricoles, mais de répondre à un appel à la solidarité et à la justice, de lutter contre la pauvreté et la faim qui portent atteinte à la dignité humaine et, dans un esprit de fraternité, d'assurer un partage plus équitable des ressources, comme l'a préconisé le pape Jean-Paul II dans son message au Sommet mondial de l'alimentation.

21. M. Talbot (Guyana) s'associe à la déclaration faite par le représentant de la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine. L'agriculture est le principal moteur de l'économie du Guyana; elle est en effet la première source de revenus et d'emplois. Le Gouvernement guyanais attache donc une grande importance aux résultats du Sommet mondial de l'alimentation. La faim et la malnutrition sont inacceptables; l'objectif de la sécurité alimentaire pour tous consiste non seulement à produire suffisamment de nourriture mais de faire en sorte que chacun ait accès aux vivres. Dans la Déclaration de Rome, les participants se sont engagés à instaurer la sécurité alimentaire pour tous et, en premier lieu, à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à l'an 2015. Il incombe au premier chef aux gouvernements de traduire en actes concrets cet engagement, mais leurs efforts seront voués à l'échec, sans un environnement international porteur et la coopération de la communauté internationale. Cela est particulièrement vrai pour les petits États, comme le Guyana, les pays les moins avancés et les pays d'Afrique. Les récents phénomènes de mondialisation et de libéralisation des échanges risquent d'exclure ces pays de l'économie mondiale et d'entraver la réalisation de la sécurité alimentaire. La communauté internationale et le système des Nations Unies doivent donc continuer à prêter attention à ces problèmes et à ceux de la dette extérieure, de la généralisation de la pauvreté et de la diminution des ressources affectées au développement, en particulier agricole.

22. M. Svetogorsky (Uruguay), prenant la parole au nom des États membres et associés de Mercosur, dit que la question de la sécurité alimentaire est très préoccupante : on

a assisté au cours des 30 dernières années à un ralentissement de la croissance de la production agricole mondiale, lequel a des effets négatifs sur les pays où l'agriculture est une importante source d'emplois, de croissance économique et de recettes à l'exportation. Les États membres et associés de Mercosur s'efforcent d'assurer un développement agricole durable, tout en préservant l'équilibre nécessaire entre le développement et la protection de l'environnement. La croissance démographique exige une plus grande efficacité dans la production de biens et de services, tout en préservant l'environnement. Le développement agricole est indispensable pour garantir une production suffisante de denrées alimentaires et, dans le même temps, réduire la pauvreté. Les États membres de Mercosur ont créé un environnement commercial et macroéconomique porteur et stable en vue de la sécurité alimentaire et du développement durable, ce qui favorise la croissance économique et la compétitivité des exportations. Toutefois, pour que cette restructuration porte ses fruits, il faut que les pays développés ouvrent leurs marchés aux biens et services des pays en développement et fassent preuve d'une plus grande discipline dans l'utilisation des aides publiques, des droits compensatoires et des mesures antidumping pour éviter les tendances protectionnistes qui réduiraient les effets de la libéralisation des échanges.

23. Le développement agricole, en particulier l'accroissement de la production, fait baisser les prix à la consommation et augmente le revenu national. La technologie a elle aussi un rôle à jouer car les progrès scientifiques et techniques permettent d'améliorer la productivité et le rendement agricoles. Les États membres de Mercosur, de concert avec ceux du Groupe de Cairns, se sont déclarés favorables à la libéralisation du commerce des produits agricoles et à l'élimination des distorsions qui subsistent dans ce secteur; ils insistent aussi sur la nécessité de faire respecter les engagements pris lors du Cycle d'Uruguay et de donner suite à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce qui prévoit la tenue de négociations multilatérales à la fin de 1999. Les objectifs principaux sont d'améliorer les conditions d'accès aux différents marchés, de modifier l'Accord sur l'agriculture, en particulier les mesures transitoires, et, de façon générale, de libéraliser le commerce agricole et d'éliminer les barrières protectionnistes, ce qui contribuera à la sécurité alimentaire nécessaire à l'échelle mondiale.

24. Mme Cui Ying (République populaire de Chine) dit que les 186 pays participants au Sommet de Rome se sont déclarés résolus à éliminer la faim et la malnutrition et à garantir la sécurité alimentaire pour tous. Pour ce faire, la communauté internationale est convenue d'accorder une priorité absolue au développement agricole durable et aux

problèmes de l'alimentation, d'éliminer les effets négatifs de la libéralisation du commerce des produits agricoles et de renforcer la coopération internationale. Le Gouvernement chinois accorde depuis toujours une grande importance aux problèmes de l'agriculture et de l'alimentation. L'agriculture est le fondement du développement économique national et la Chine cherche à dépendre exclusivement de ses ressources nationales pour assurer son autosuffisance alimentaire. Les politiques de développement agricole récemment préconisées par le quinzième Congrès national du Parti communiste chinois visent à approfondir la réforme rurale, à garantir le développement agricole et rural, à améliorer les infrastructures agricoles, à mettre la science et l'éducation au service du développement agricole et à faire avancer les processus de spécialisation, de modernisation et d'adaptation de l'agriculture aux marchés.

25. Toutefois, la République populaire de Chine se heurte à de graves problèmes écologiques, tels que la pénurie de terres arables, la quantité et la qualité des ressources en eau, et l'érosion des sols. Le Gouvernement a donc formulé un programme Action 21 pour la Chine dont l'objectif est de réaliser une modernisation viable de l'agriculture d'ici au XXI<sup>e</sup> siècle. Malgré la forte pression démographique, la réduction des terres arables, l'insuffisance des facteurs de production et les retards technologiques, la Chine fera tout son possible pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, non seulement pour répondre aux besoins de son propre développement économique et social, mais aussi pour contribuer à l'élimination de la pauvreté et à la réalisation du développement durable à l'échelle mondiale.

26. M. Ka (Sénégal) dit qu'en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, certains pays continuent de gaspiller la nourriture ou la détruire alors que plus de 800 millions de personnes à travers le monde ne parviennent même pas à se procurer le minimum vital. La faim n'est pas seulement un problème de production, mais un problème de répartition. Le Sommet mondial de l'alimentation a souligné qu'il est urgent d'élaborer une stratégie globale pour assurer la sécurité alimentaire et la communauté internationale s'est engagée à éliminer la faim et, dans un premier temps, à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à l'an 2015. La mise en oeuvre du Programme d'action de Rome doit se faire au niveau national, par l'aménagement d'un environnement politique, économique et social propice, la priorité étant accordée à l'accès au crédit, au renforcement du rôle de la femme, à l'éducation et à la justice sociale. Les efforts nationaux ne seront toutefois pas suffisants s'ils ne sont pas complétés par un véritable partenariat mondial. La contribution des pays développés à ce partenariat ne devrait pas se limiter à des dons alimentaires, mais porter sur l'allègement

du fardeau de la dette, la juste rémunération des produits de base, le redressement de l'aide publique au développement et l'abolition des pratiques commerciales protectionnistes.

27. Le représentant du Sénégal rend ensuite hommage à la FAO pour les réformes qu'elle a entreprises en vue de renforcer ses capacités d'intervention sur le terrain, telles que la rationalisation des procédures, la décentralisation des moyens et la réduction des dépenses administratives. Il se félicite également de l'initiative télévisée «TeleFood» qui a mobilisé une soixantaine de chaînes de télévision dans le monde pour attirer l'attention sur les problèmes de l'alimentation, ainsi que de l'initiative lancée par la Banque mondiale en faveur du développement rural.

28. Le secteur de l'agriculture figure au premier rang des priorités du IXe Plan quinquennal de développement économique et social (1996-2001) du Sénégal qui, dans un contexte de décentralisation plus poussée de l'administration, s'articule autour de la création d'un environnement propice à l'investissement privé, l'appui aux technologies nouvelles, le développement de l'infrastructure rurale, la facilitation de l'accès au crédit agricole et la libéralisation des filières de production. Le secteur agricole est ainsi le principal moteur de la stratégie de lutte contre la pauvreté et de relance d'une croissance économique forte pour un développement humain durable.

29. M. Alnwick (Chef du Module nutrition de la Division des programmes) dit que la malnutrition, loin de ne frapper que les pays frappés par les situations d'urgence, continue de faire obstacle au développement dans le monde entier, qu'elle porte atteinte aux droits fondamentaux de près d'un sixième de la population du globe et tue jusqu'à 6 millions d'enfants chaque année, tandis que les carences en oligo-éléments nuisent à la santé physique et mentale de millions d'autres personnes. Un rapport récent de l'Institut national de recherche sur les politiques alimentaires fait état de l'aggravation du déficit vivrier dans les pays en développement, et la sécurité alimentaire est un motif de préoccupation croissant dans un monde où un tiers des enfants sont sous-alimentés. Or, il convient de s'interroger sur la définition exacte de la sécurité alimentaire et du rôle qu'elle joue dans la lutte contre la malnutrition, en particulier au sein de la famille.

30. Dans ce domaine, on constate que c'est aux femmes qu'incombe au premier chef la responsabilité de la sécurité alimentaire, avec toutes les tâches qui en découlent, de la culture des denrées alimentaires à la préparation des repas. C'est à elles qu'il appartient d'assurer l'alimentation des enfants, les soins de santé et l'hygiène du foyer. Qui plus est, leur état nutritionnel détermine en grande partie celui de leurs enfants, de sorte qu'une mère sous-alimentée perpétue le cycle

tragique de la vulnérabilité physique. Pour lutter contre la malnutrition, il ne suffit donc pas d'agir sur les techniques et le commerce agricoles: toutes les stratégies d'amélioration de la production et de la distribution des denrées alimentaires doivent s'accompagner de mesures en faveur de la santé, de l'hygiène et de l'approvisionnement en eau salubre des familles, dont les femmes seraient les principaux protagonistes à tous les niveaux.

31. En effet, bien que de grands progrès aient été réalisés dans l'accomplissement des objectifs du Sommet mondial pour les enfants, on n'est toujours pas parvenu à réduire la malnutrition chez les enfants. Pour remédier à cette situation, il faudrait adopter des stratégies de développement concertées, forger des partenariats plus vastes visant à autonomiser les plus démunis sur le plan socioéconomique. L'UNICEF, pour sa part, propose de poursuivre l'objectif tendant à réduire de moitié le nombre d'enfants souffrant de malnutrition d'ici à l'an 2000; de prendre des mesures propres à améliorer l'état sanitaire et nutritionnel des femmes, avant et pendant leurs grossesses et pendant la lactation; de continuer à oeuvrer en faveur de la ratification et de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; de promouvoir plus énergiquement la pratique de l'allaitement maternel, en encourageant en particulier le respect du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel; enfin, de prévoir des indicateurs de la situation sociale, économique et sanitaire des femmes et des enfants dans le cadre des travaux de collecte de données sur l'insécurité alimentaire engagés dans le sillage du Sommet mondial de l'alimentation.

32. Toujours dans la même optique, l'UNICEF a choisi la nutrition comme thème de l'édition de 1997 de son rapport sur la situation des enfants dans le monde et contribue par le biais de ses programmes de pays à l'application du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, qui met l'accent sur le rôle primordial des femmes, l'importance de l'allaitement maternel et la priorité à donner aux enfants, en particulier aux fillettes.

33. M. Graisse (Sous-Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial) dit que le Sommet mondial de l'alimentation a constitué un événement de premier plan pour le Programme alimentaire mondial qui participe activement à l'application du Programme d'action du Sommet en coopération avec la FAO.

34. Dans le cadre des préparatifs du Sommet, le PAM a systématiquement insisté sur la nécessité d'aller au devant des communautés et des foyers les plus défavorisés. Un certain nombre de grands thèmes ont été soulignés : en premier lieu,

il a bien été précisé que le débat sur la sécurité alimentaire doit prendre en considération la dimension humaine, et pas seulement l'effort de production alimentaire car la faim est une cause et non pas une conséquence de la pauvreté. Par ailleurs, il fallait éradiquer la faim sans plus attendre, car chaque génération sous-alimentée compromettrait l'avenir de la génération suivante. Autre thème, les femmes étaient au centre de toute stratégie de lutte contre la malnutrition, de par leurs responsabilités en matière de sécurité alimentaire. Signe favorable, la libéralisation des marchés comme suite au Cycle de l'Uruguay offrait des perspectives très encourageantes, mais la communauté internationale devait aussi tenir compte des conséquences éventuelles que la décision de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs du Cycle d'Uruguay pourrait avoir sur la sécurité alimentaire des pays en développement dans les années à venir. Le PAM a également réaffirmé qu'il ne pouvait y avoir de sécurité alimentaire sans climat de paix, les régions frappées par l'instabilité politique étant les plus touchées par la famine.

35. Les activités du PAM ont un lien étroit avec les sept engagements pris au titre du Plan d'action, et avec près de la moitié de ses objectifs. Il existe trois domaines dans lesquels le PAM est particulièrement actif. Premièrement, il s'efforce d'assurer la continuité entre ses activités de secours d'urgence et la phase de reconstruction et de relèvement qui leur fait suite. Deuxièmement, suivant les consignes de la Conférence de Beijing et du Sommet mondial de l'alimentation, il met l'accent sur le soutien apporté aux femmes, surtout dans les situations d'urgence. Enfin, il s'est engagé à consacrer au moins 90% de ses ressources allouées aux activités de développement aux pays à faible revenu et à déficit vivrier et au moins 50 % aux pays les moins avancés.

36. M. Zarie-Zare (République islamique d'Iran), s'associant à la déclaration faite par la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que la sécurité alimentaire et le développement agricole durable sont des thèmes d'une importance cruciale pour de nombreux pays en développement. En effet, l'agriculture est l'une des principales sources de revenus pour leur population. En outre, elle permet de créer des emplois et de lutter contre la pauvreté. Comme l'indique l'Agenda pour le développement, les politiques agricoles peuvent donner d'excellents résultats si elles visent à accroître la production alimentaire, à dégager un volume plus important de ressources et à replacer l'agriculture dans le cadre général du développement économique.

37. La communauté internationale, pour sa part, doit impérativement aider les politiques agricoles en soutenant les petites et moyennes entreprises agroalimentaires et coopératives, qui connaissent un véritable essor dans les pays en développement, et en s'attachant à améliorer les circuits de

traitement, de transport, de distribution et de commercialisation des denrées alimentaires et autres produits agricoles. Toutefois, cette assistance ne doit pas se borner à l'apport de ressources financières, aux transferts de technologie et de compétences techniques. Il faut surtout que la communauté internationale contribue à la création d'un environnement favorable, en particulier en ouvrant davantage les marchés aux produits agricoles des pays en développement. En effet, si les politiques nationales ont un rôle primordial à jouer, elles ne peuvent réussir que dans un cadre international propice.

38. Les deux principaux facteurs du développement agricole sont la disponibilité de terres arables et d'eau douce. Mais cela ne suffit pas: il faut aussi gérer rationnellement ces deux richesses si l'on veut accroître la productivité. Faute de quoi, la détérioration des terres, le déclin de la fertilité du sol et la désertification peuvent nuire considérablement à l'agriculture, notamment dans les pays en développement. La sécheresse et la pénurie d'eau douce sont deux autres phénomènes récurrents dans ces pays, dont le coût économique est considérable en termes de perte de production, de gaspillage d'intrants et de retards de développement. L'approvisionnement en eau douce devrait être l'un des principaux volets de tout programme d'action, car c'est de l'irrigation que dépend l'augmentation de la production vivrière mondiale, qui passe par le recours à des cultures à haut rendement, avec épandage d'engrais et lutte phytosanitaire. Or, il est devenu de plus en plus difficile de fournir l'eau nécessaire aux activités agricoles, en particulier dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La quasi-totalité des pays dont le territoire est en grande partie aride sont des importateurs nets de denrées alimentaires, et pour eux, la sécurité alimentaire est étroitement liée à la solidité de leur situation commerciale et de leurs réserves en devises fortes. De même, ces pays doivent utiliser les meilleures méthodes et techniques agricoles, y compris au niveau de la gestion, dans un secteur qui, à l'heure actuelle, fait de plus en plus appel à des techniques de pointe, donc coûteuses. Il incombe à la communauté internationale de fournir un gros effort sous forme d'apports de capitaux et de transferts de technologies et de compétences.

39. S'agissant du Sommet mondial de l'alimentation, il faut rappeler qu'il s'agissait d'une initiative collective visant à combattre la malnutrition et la sous-alimentation endémiques dans le monde en élaborant un plan propre à éliminer la faim et à assurer à tous la sécurité alimentaire, au nom du droit qu'a chaque être humain d'être correctement nourri.

40. Or, toutes les déclarations solennelles faites en ce sens par la communauté internationale et les organismes des Nations Unies, doivent se concrétiser moyennant l'expression d'une ferme volonté politique. Une coordination efficace doit

être mise en place au sein du système des Nations Unies et avec d'autres organismes, comme les institutions de Bretton Woods et les secrétariats des grandes conventions sur la désertification, la diversité biologique et les changements climatiques, afin d'éviter le chevauchement des activités et d'utiliser plus efficacement les ressources tant financières qu'humaines.

41. M. Kvalheim (Norvège) dit que les gouvernements qui ont participé au Sommet mondial de l'alimentation ont affirmé clairement que l'accès à une alimentation saine et nutritive était un droit fondamental. Bien que la production vivrière ait augmenté plus vite que la population mondiale ces dernières décennies, le nombre des sous-alimentés n'a pas diminué. La pauvreté étant la cause principale de l'insécurité alimentaire, elle doit être prise en compte en priorité dans la lutte contre la malnutrition. La question de la sécurité alimentaire devrait donc être appréhendée dans un cadre plus large, et l'on devrait se soucier en parallèle des questions relatives à l'accès des ménages aux activités productives, à l'égalité entre les sexes, à la réforme foncière et à l'environnement.

42. Le Plan d'action souligne qu'il faut mettre essentiellement l'accent sur les initiatives nationales et qu'il incombe à la communauté internationale d'apporter son encouragement et son soutien, en fournissant un gros effort de coopération et de concertation pour agir avec plus d'efficacité. Si la FAO et le FIDA ont un rôle privilégié dans le suivi du Sommet, tous les autres organismes compétents doivent également collaborer à cette tâche, sous la houlette du Comité administratif de coordination. La Norvège souligne en particulier la contribution qu'apportent les coordonnateurs résidents des organismes des Nations Unies, les groupes thématiques auxquels participent les gouvernements nationaux et leurs partenaires externes et internes, dont les ONG, aux activités sur le terrain, mettant ainsi en place le type de processus participatif que la Norvège n'a cessé de préconiser. Par ailleurs, il devrait être tenu compte des propositions de réforme énoncées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé «Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes» (A/51/950).

43. La délégation norvégienne conclut en disant que l'application et le suivi du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation doivent s'insérer dans le contexte du grand cycle de conférences des années 90, notamment celles relatives à la désertification et à la diversité biologique. Le suivi de toutes ces conférences constituant une lourde tâche pour de nombreux pays et organismes, il est impératif de simplifier les procédures de compte rendu, le succès du Sommet devant dépendre en définitive de l'efficacité des mesures prises au niveau national et international par tous les acteurs concernés.

44. M. Weigben (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) dit que le Directeur général de la FAO n'ayant pu être présent, il lui sera rendu compte de toutes les observations formulées au cours de l'examen du point à l'étude, notamment des questions très pertinentes qu'a soulevées le représentant de la Fédération de Russie, lequel recevra les réponses qui s'imposent par les voies bilatérales. Par ailleurs, le Conseil de la FAO sera tenu au courant des faits nouveaux intervenus depuis le Sommet, et les résultats de ses travaux seront également communiqués à la Deuxième Commission.

La séance est levée à 13 h 5.

---